

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
22 –15 octobre 2019



| Pas de fumée sans feu |

*I*l n'y a pas de catastrophe naturelle, pouvait-on lire dans les rues de Florence après le désastre de Fukushima en 2011, sur une affiche posant que le problème ne résidait pas tant dans l'existence de tremblements de terre ou de tsunamis... que dans celle des centrales nucléaires : « *Les ennemis qui frappent aussi durement ne sont pas la terre ou la mer ; il ne s'agit pas d'instruments de vengeance d'une nature que nous nous sommes habitués à considérer comme hostile. L'ennemi, c'est nous... Ce n'est pas à la nature qu'il faudrait urgemment déclarer la guerre, mais à cette société et à toutes ses institutions. Si nous ne sommes pas capables de nous imaginer une autre existence et de nous battre pour la réaliser, alors il ne nous reste qu'à nous préparer à mourir dans l'existence actuelle, tracée et imposée par d'autres.* »

Existe-t-il par contre des catastrophes industrielles, fruit de la cupidité de quelques-uns et de la complicité de beau-

coup d'autres, comme pourrait en témoigner l'incendie toxique des 9500 tonnes de produits chimiques stockés à Rouen sur les sites de *Lubrizol* et de *Normandie Logistique* ? Ou encore l'explosion en septembre 2001 à Toulouse de 400 tonnes de nitrate d'ammonium stockés sur le site d'*AZF (Total)*, qui a causé officiellement 31 morts et plus de 2000 blessés ? Dans les deux cas, quelle que soit l'origine technique de ces drames, c'est bien l'existence même de ces usines et de leurs substances nocives (pour fabriquer lubrifiants et engrais) qui en est la cause, tant il n'existe pas de « risque zéro », comme on nous le martèle si bien afin de nous habituer aux désastres et à leur gestion forcément autoritaire.

Car disons-le tout net : au-delà de ces épisodes, c'est ce monde en soi qui est une gigantesque catastrophe permanente. Semant des guerres ravageuses au nom du profit et du pouvoir, de la religion et de

SEPTEMBRE 2019

1/9, Berglen (Allemagne).

Dans le Bade-Wurtemberg, un relais de téléphonie mobile de 40 mètres de haut et sa cabine de transmission sont incendiés et détruits dans la nuit. Un mois plus tard, les communications restent coupées dans toute la zone.

5/9, Hambourg (Allemagne).

L'agence de publicité *Pahnke*, lié à des projets de gentrification dans le quartier Sankt Pauli, perd ses vitres à coups de marteau dans la nuit. En solidarité aussi avec le Liebig³⁴ sous expulsion et les trois des bancs publics (Hambourg).

10/9, Madrid (Espagne).

Dix sans-papiers enfermés dans le centre de rétention (CIE) d'Aluche parviennent à s'évader vers 9h30 grâce à une corde de draps noués pour descendre dans la cour puis franchir le mur l'enceinte. Trois sont repris dans la rue.

11/9, Wuppertal (Allemagne).

Un 4x4 *Dodge* part en fumée dans la nuit près du jardin Deweerth'schen. Revendiqué dans le cadre des luttes pour le climat et en solidarité avec les trois des bancs publics.

11/9, Madrid (Espagne).

Un véhicule de l'entreprise *Securitas Direct* est incendié à l'aube dans le quartier de Vallekas. Revendiqué par *Des anarchistes*, qui terminent par « *Force à celles qui résistent aux expulsions de squats, aux entreprises de sécurité, aux propriétaires et aux keufs ! Force aux compas de Hambourg, d'Italie, de Barcelone, de Madrid, de Grèce ... qui mènent la lutte dans différentes procédures répressives !* »

12/9, Pefki (Grèce).

Au sud de l'île de Rhodes, un engin artisanal explose contre le siège

la nation. Empoisonnant durablement l'ensemble du vivant sur l'autel du progrès techno-industriel et de la marchandise. Anesthésiant les cœurs et les esprits dans une délégation de tous les aspects de l'existant au plus froid des monstres froids. Réduisant tout rêve d'étoile aux rets d'un quotidien aussi borné que misérable, et tout espoir à des miettes de vie les deux pieds dans la merde. Oui, la catastrophe est déjà là, elle s'étale chaque jour devant les yeux qui ne se détournent pas pour regarder si l'herbe ne serait pas plus verte ailleurs. Sur les écrans et à chaque coin de rue, sur les étals des librairies comme dans les discussions de fin de repas.

Rouen, 26 septembre. Un épais nuage de fumée noire de 20 km de long et 6 km de large s'envole dans le ciel, chargé de matières toxiques, avant que ses suies ne se déposent en masse dans les environs, et en tâches de léopard jusqu'en Wallonie belge. Les jours suivants, comme un réflexe conditionné, des citoyens en colère manifestent pour demander « *Vérité et Justice* » au garant de leur empoisonnement durable, l'Etat, neutralisant ainsi par avance toute critique de l'existant. On insiste sur tout ce qui peut permettre aux puissants de se sortir de cette mauvaise passe, sur chaque aspect partiel qui leur permet de continuer à gérer et administrer la situation : les seuils et les substances mesurées dans l'air, les dispositifs d'alerte à la population, l'indemnisation des dégâts, la qualité des informations communiquées, etc. Sur tout, sauf sur la fermeture de ce complexe industriel, qui ne pourrait qu'être liée à un début de critique de ce monde, concernant par exemple ce qui est produit, comment, pourquoi et pour qui. Sur tout, sauf sur l'essentiel : arrêter la catastrophe permanente plutôt que de l'aménager.

L'usine *Lubrizon* de Rouen est classée *Seveso seuil haut*, dans un pays qui en compte près de 700 identiques à travers tout le territoire, à commencer par la vallée du Rhône et son couloir de la chimie (105), la région Grand Est (105, dont 7 rien qu'à Strasbourg) et les Hauts-de-France (98 sites, dont plusieurs à Amiens et Dunkerque), et ainsi de suite jusqu'aux plus petites régions comme la Corse (5). Pas un coin du territoire qui ne soit directement à portée d'une catastrophe industrielle de masse, pas plus que d'un désastre nucléaire d'ailleurs. En janvier 2013, *Lubrizon* avait déjà laissé échapper une importante émanation de *mercaptan* gazeux (ressentie

jusqu'en Angleterre), puis déversé 2 000 litres d'huile minérale vers la Seine en septembre 2015 à travers son réseau d'évacuation des eaux pluviales. Plus généralement, le très officiel *Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles* (Barpi) a recensé 1112 incidents et accidents industriels en 2018, dont 161 sur des sites *Seveso*. Le dernier en date avant *Lubrizol* était celui de l'usine *Seine Aval*, elle aussi classée *seuil haut* et située à Achères (Yvelines), qui traite près de 60 % des eaux usées de la région parisienne. L'accident du 3 juillet dernier dans ce qui est la plus grande station d'épuration d'Europe a fait 10 tonnes de poissons morts et une pollution durable de la Seine.

Quand on grandit avec l'angoisse de la destruction irréversible de la planète, le paradoxe en vogue serait de tenter de sauvegarder ce qui peut l'être tout en demandant aux responsables de cette situation de changer les choses. Or même eux n'y peuvent rien, ou presque : le capitalisme techno-industriel est d'abord un *rapport social*, un système structurel dont on doit préalablement arrêter la course vers l'abîme pour pouvoir enfin expérimenter des rapports *complètement* autres entre les êtres et avec leur environnement. Détruire de façon systématique et ciblée pour éviter une destruction globale devient alors un paradoxe bien plus intéressant, jouissif et aventureux que le premier. Comme le disait un vieux compagnon, « *En vérité, il n'est pas indispensable de se sentir anarchiste, pour être séduit par l'ensemble des prochaines démolitions. Tous ceux que la société flagelle dans l'intimité de leur être veulent d'instinct les revanches aiguës... Un sûr moyen de cueillir la joie tout de suite : Détruire passionnément !* »

Alors pourquoi pas commencer par toutes ces usines d'exploitation, de dépossession, d'empoisonnement... et de mort aussi ? Si le feu semble généralement une solution adéquate, comme le montre encore la chaleureuse destruction, dont l'origine est inconnue, des start-ups de *Bel Air Camp* à Villeurbanne le 8 octobre dernier (350 salariés qui planchaient sur « *l'industrie de demain* »), il est aussi possible dans le cas de *Seveso* à la rouennaise de littéralement débrancher ces sites, en coupant ce qui les alimente – transports de salariés, de marchandises, de flux d'énergie et de données. Face à la *catastrophe*, cueillons la *joie* hargneuse de s'occuper soi-même et sans attendre de ce qui lui permet de durer et de s'amplifier. A moins de s'y résigner, bien sûr.



régional du parti *Nea Demokratia* (au pouvoir)

14/9, Athènes (Grèce).

Des anarchistes revendiquent le saccage d'un restaurant qui vient d'ouvrir sur la place d'Exarchia et serait un point de trafic de drogue. « *Pas un pas en arrière. Compas en avant – proxénètes en arrière. Police et mafia hors d'Exarchia* » conclut la revendication.

14/9, Heraklion (Grèce).

En Crète, *Des anarchistes d'Heraklion* revendiquent l'attaque contre le local du parti *Nea Demokratia* (vitres brisées et peinture à l'intérieur).

14/9, Athènes (Grèce).

Les *anarchistes du nord-ouest* revendiquent l'attaque contre les bureaux du parti *Nea Demokratia*.

14/9, Athènes (Grèce).

Les *Bandes anarchistes pour la déstabilisation de la métropole* revendiquent l'attaque à l'aide d'engins incendiaires contre le poste de police de Zografou. Ils envoient des salutations solidaires aux compagnons grecs incarcérés Giagtzoglou, Dimitrakis et Sakkas ainsi qu'au « *trois du banc public* » à Hambourg (Allemagne).

14/9, Zurich (Suisse).

Plus d'un millier de personnes tentent de s'opposer à « *la marche pour la vie* », organisée par des réactionnaires contre le libre-accès à l'avortement. Des policiers sont attaqués à coups de pierres (deux blessés), des conteneurs sont incendiés et des barricades érigées sur le parcours de la marche réac.

14/9, Nantes (France).

L'incendie d'une armoire de téléphonie lors du samedi émeutier du mouvement des gilets jaunes coupe plus de 500 lignes du quartier Bouffay, bloquant l'activité

de nombreux commerces pendant plusieurs jours (plus d'internet ni de connexion aux terminaux de paiement électroniques).

15/9, Saint-Doulchard (France). Dans le Cher, le collège reçoit une visite saccageuse : portes, fenêtres et extincteurs y passent.

15/9, Athènes (Grèce). Les *Compagnons pour la diffusion d'Exarchia* revendiquent les attaques coordonnées à l'aide de marteaux et de pierres contre 7 bureaux du parti *Nea Demokratia* (au pouvoir) dans différents quartiers, ainsi que contre 5 agences bancaires.

16/9, Caen (France). Dans le Calvados, une armoire de rue *Orange* contenant la fibre optique est incendiée près du Mémorial. Plus ni téléphone, ni télévision, ni internet dans tout le quartier.

17/9, Paris (France). Une voiture avec plaque diplomatique et une grosse Porsche partent en fumée dans la nuit avenue Proust (16e arr.). « *On a pensé que l'urgence, aujourd'hui comme toujours, c'est agir. Agir en petits groupes ou seuls, suivant nos idées et non pas l'humeur des masses. L'urgence de l'attaque. Identifier l'ennemi : comme hier et comme demain, les états, le capital et toute autorité.* » dit la revendication, en solidarité avec les incarcérés de Scripta Manent en Italie, les compagnons de Hambourg et les trois allemands incarcérés pendant le G7 de Biarritz.

17/9, Ried (Allemagne). En Bavière, près de la ville d'Ausbourg, deux mâts de téléphonie mobile sont sabotés à côté d'une route nationale, coupant toute communication.

| Un autre monde de merde est possible |

L'été dernier a été chaud. Encore plus que les précédents. L'expérience ordinaire rappelle tous les jours la dégradation générale des possibilités de vie sur terre, depuis la température estivale d'une journée d'automne aux vagues d'indésirables qui tentent tant bien que mal de franchir des frontières toujours plus militarisées. Ce ne sont que des prémisses. Dans quelques dizaines d'années, le sol, l'eau et l'air seront encore plus empoisonnés, une partie des terres immergées, et les ours polaires et autres rhinocéros ne seront que des souvenirs. Et sans ruptures avec l'ordre existant, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes n'est qu'un village inoffensif d'agriculteurs et d'agricultrices de gauche et les mines d'or pulluleront en Guyane, comme celle en projet de 800 hectares à 125km de Saint-Laurent-du-Maroni. Qu'on se rassure, quelques hectares mis sous cloche permettront à quelques touristes fortunés de venir se ressourcer dans des forêts gardées, étatisées, judiciarisées, séparées des liens possibles avec une vie humaine authentique. Et il y aura toujours quelques écolos pragmatiques pour aller occuper quelques strapontins au pouvoir ou protéger les banques.

Nos écolos d'aujourd'hui, *Alternatiba* et *ANV-Cop 21* (une filiale) en tête, nous les avons vus au G7 cet été. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils sont de la même veine que tous ces écolos refusant avant tout la conflictualité ouverte avec le pouvoir en place. *La planète se meurt, mais il faudrait rester calme et discipliné, et même protéger les banques. C'est ce qu'ils et elles ont fait en organisant un service d'ordre agglutiné devant les façades des banques afin d'éviter toute casse lors de la manif contre le G7 au Pays Basque.* Tout un symbole : l'écologie comme auxiliaire de police. La Préfecture ne s'y est pas trompée, les félicitant pour leur contribution au maintien de l'ordre. Pourtant, d'un point de vue purement écolo, il est plus efficace de détruire une banque contribuant au désastre généralisé que de trier méticuleusement ses déchets...

La cogestion du désastre, nombre d'écologues y goûtent depuis longtemps, Europe Ecologie les Verts en tête. C'est le cas en 2009 où ce parti vote au Parlement européen une motion sur le réchauffement climatique où il est écrit : « une économie à faible intensité de carbone confèrera à l'énergie nucléaire un rôle important dans le bouquet énergétique à moyen terme ». Un vote pronucléaire, cette industrie de mort, parmi tant d'autres. Faut-il rappeler que c'est Dominique Voynet, alors ministre de l'écologie et membre des Verts, qui a signé l'autorisation du laboratoire préparant le centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure ? Ou encore que l'ennemi de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et ex-ministre de la Transition écologique de Macron fan de homard, François De Rugy, est un ancien ponte du plus fameux parti écolo ?

La nouvelle génération sera autant carriériste, au besoin en se lamentant sur les méchants "lobbys" comme l'a fait notre cher hélicologiste millionnaire Nicolas Hulot pour entretenir l'illusion. Il est vrai que les seuils sont fixés par des technocrates qui circulent entre postes de direction des industries stratégiques, bureaux ministériels et places de hauts-fonctionnaires. Sauf que parler de lobby, ça évite de parler du capitalisme et du rôle de l'Etat...

Certains et certaines écologues voudraient que s'étendent le contrôle et les normes, comme ces activistes de Greenpeace qui investissent les centrales nucléaires en exigeant plus de surveillance. Comme si les flics, les caméras et les barbelés n'étaient pas une partie du problème. Les antinucléaires plus lucides continuent de crier : « *société nucléaire, société policière* ». La police des comportements, justement, se développe aussi sous pavillon écolo. Quelques exemples parmi tant d'autres : s'éclairer aux lampes basse-consommation, trier ses déchets avec engouement, acheter une voiture électrique, numériser tous ses échanges et ses activités, produire de l'énergie solaire pour EDF sur son toit, et surtout ne rien changer au monde qui court au désastre. Les écolocrates, ces écologues qui ont réussi et investi les strapontins du pouvoir, nous culpabilisent de vivre dans un monde que nous n'avons pas choisi. Ils et elles masquent au même moment que les ravages sont d'abord le fruit de l'industrie et des transports de

19/9, Leipzig (Allemagne).

La voiture d'une entreprise de sécurité privée est incendiée par *Des coléoptères*, en solidarité avec les Trois des bancs publics.

19/9, Brême (Allemagne).

Un 4x4 *Dodge* est incendié dans la nuit. Les incendiaires envoient leurs salutations aux prisonniers anarchistes incarcérés en Allemagne et en France.

20/9, Berlin (Allemagne).

Une agence de l'entreprise immobilière *Engel & Völkers* est attaquée à coups de marteaux et de peinture dans le quartier de Prenzlauer Berg.

22/9, Forbach (France).

En Moselle, après deux premières virées nocturnes les 10 et 15 août contre les vitres de la permanence du député *LREM*, cette dernière perd trois nouvelles vitres à coups de pavés.

22/9, Traubach-le-Haut (France).

Dans le Haut-Rhin, une antenne de téléphonie mobile de TDF est incendiée vers 23h à l'aide de pneus. En plus de la télévision, les réseaux *Bouygues* et *Free* sont également touchés.

A cette occasion, on apprend qu'il n'y avait pas eu qu'une première attaque de ce genre dans la région (celle de Seppois-le-Bas le 6 juillet), mais que c'est en fait la sixième antenne de téléphonie mobile qui part en fumée dans cette zone depuis juin (dont une autre à Valdieu-Lutran). Les « *conséquences financières se chiffrent en millions d'euros* » selon les enquêteurs.

23/9, Châteauroux (France).

Dans l'Indre, trois jeunes de 14 et 15 ans arrêtés pour le saccage des écoles Charbonnier, Michelet, Frontenac et Buffon les semaines

précédentes : vitres et fenêtres cassées, dossiers éparpillés, peinture projetée, extincteurs vidés. Chaque âge saccage sa cage.

23/9, Berlin (Allemagne).

Le *Groupe Volcan OK / Vendredis pour le Futur en grève générale* revendique le sabotage incendiaire de la liaison ferroviaire entre Berlin, Erkner, Cottbus et Francfort/Oder et l'aéroport de Schönefeld. La longue revendication insère le sabotage dans la « *grève pour le climat* », en appelant à l'action directe et au refus de la médiation politique.

23/9, Berlin (Allemagne).

La construction d'un nouvel immeuble dans le quartier de Wedding est sabotée par des inconnus qui inondent le chantier et laissent également un tag non précisé par la presse.

24/9, Hambourg (Allemagne).

L'agence pour le développement urbain et une agence immobilière perdent leurs vitres. Revendiqué « *contre la ville des riches* » et en solidarité avec les « *trois du banc public* ».

26/9, Berlin (Allemagne).

Les vitres des bureaux de l'entreprise immobilière *Engel & Völkers* sont brisées par des *Groupes autonomes* dans le quartier de Friedenau.

26/9, Charleroi (Belgique).

Le voiture du député MR et conseiller municipal garée devant chez lui se prend un pavé dans le pare-brise. C'est la cinquième fois qu'elle est frappée depuis avril.

27/9, Nancy (France).

Vers 21h en Meurthe-et-Moselle, plusieurs personnes

marchandises, tandis que nos comportements sont pris dans un système de contraintes qui débute avec le réveil qui sonne pour aller bosser ou partir à l'école. Qui prend les transports en commun ou fréquente les routes aux heures de pointe pour le plaisir ou par choix ?

La bonne conscience écologiste se conjugue très bien avec l'argent, l'exploitation, les nouvelles technologies, la hiérarchie et l'Etat. D'ailleurs, les écolocrates sont en bonne place pour promouvoir la multiplication des gadgets technologiques qui fliquent nos faits et gestes, comme à Lille ou à Grenoble par exemple. Ils y sont à la pointe de la valorisation des métropoles vitrines, où chaque bout de pelouse n'est plus considéré en toute poésie que comme une ressource pour la biodiversité. Au passage, les aéroports, les TGV et les voitures électriques sont valorisées, oubliant qu'au bout des fils électriques qui les "nourrissent", on trouve d'abord des centrales nucléaires. Comme en Grèce avec Syriza ou en Espagne avec Podemos, la gauche écolo et/ou radicale reste la gauche, dont le rôle historique a toujours été d'éviter les explosions sociales et d'empêcher les volontés de rupture avec l'ordre existant. *A l'idée de changer le monde, s'est substituée l'idée de sauver un monde : celui de la consommation, des écrans plats, des boulots absurdes, des confort factices, des besoins créés, des objets inutiles etc.* Au passage, les organisations écolo dévoilent toujours plus clairement ce qu'elles sont : des promotrices d'une idéologie de classe capable de rénover un ordre social au profit de quelques-uns et unes. Ce n'est pas pour rien que les meilleurs scores électoraux d'Europe-Ecologie les Verts se font dans la ville des cadres et des ingénieurs de Grenoble ou dans la ville bourgeoise de Paris.

Les citoyens et citoyennes écolo ne sont pas en reste, appelant à faire du vélo, à consommer bio, à trier ses déchets... Rien d'essentiel n'est alors remis en cause, que ce soit la production industrielle et ses gaspillages et mutilations de la vie et de la nature qui l'accompagnent, ou la réduction de tout, tous et toutes en marchandise vouée à circuler d'un bout à l'autre de la planète. Ne parlons pas de l'absence d'une critique radicale du travail... Cette écologie des petits gestes met par la même occasion sur un pied d'égalité responsabilité les industriels qui dictent la production et celles et ceux qui travaillent, les décisionnaires de la construction d'une centrale et

celles et ceux qui habitent à côté, les ingénieurs qui la façonnent et celles et ceux qui la combattent. Cette écologie est chère par exemple aux fidèles de Pierre Rabi réunis dans le mouvement des colibris. Ces volatiles essaient d'éteindre l'incendie en prônant que chacun et chacune fasse sa part, oubliant la fin de cette légende amérindienne qui se termine par la mort d'épuisement de l'avenant petit oiseau, sans qu'il n'ait jamais attaqué les causes de l'incendie ni même rendu quelques coups aux pompiers incendiaires.

Nous préférons de notre côté essayer de contribuer aux attaques contre ce monde. La dissémination partout des infrastructures énergétiques, du maillage technologique, des nœuds de transport les rend vulnérables : câbles numériques, data center, antennes-relais, caméras de vidéosurveillance, rails, armoires électriques de zones industrielles etc. Il y a mille manières d'attaquer, comme le sabotage ou les blocages. Si les postes TV restent éteints, que les smartphones sont réduits au silence, que les flux de données bancaires s'estompent, que la frénésie des machines des industries stratégiques est interrompue, que les pompes à essence restent vides suffisamment longtemps pour créer *de fait* une grève générale, quelles possibilités peuvent alors s'ouvrir. Des tas de gens se retrouveraient ainsi face au *vide du pouvoir* ouvert par la conflictualité, préalable à toute révolution sociale. Aux pieds du mur, il y a de fortes chances que beaucoup n'ayant plus grand-chose à *faire* décident plutôt d'*agir* et que l'angoisse de cette absence cède à l'enthousiasme de créer.

Les ours polaires ne sont pas écolo, ils et elles n'en ont pas le privilège. Ils et elles sont révolutionnaires !

Des ours-es blanc-hes

[Quelques troubles-fêtes se sont invités à la marche très bobo pour le climat de Caen samedi 21 septembre 2019, où entre 800 et 1000 personnes étaient présentes. Parmi d'autres initiatives, le texte ci-dessus a été diffusé, reprenant largement des extraits d'un bouquin à paraître intitulé *Nature et anarchie*, édité et diffusé par le local *Apache*.]

s'en prennent à la prison de Maxéville : les deux axes principaux qui mènent à la taule sont bloqués par des pneus enflammés, des feux d'artifice et des fumigènes tirés vers la cour de promenade, tandis que plusieurs vitres du poste de surveillance sont fracassées à la masse, de même que la porte réservée au personnel (une troisième réservée aux passages des véhicules se prend de l'huile de vidange). Des tags *ACAB* et *Feu aux prisons* sont laissés sur place. Revendiqué par *Groupe autonome*, qui termine par « *Tandis que samedi, des milliers de personnes ont pris la rue contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires, nous voulons rappeler, que déjà à ce jour, certain.e.s payent le prix fort pour cette lutte. Amour et force à tou.te.s les prisonnièr.e.s! Fire to all prisons! Stop CIGEO ! Avec notre action nous envoyons également des signaux de fumée vers Hambourg, à notre camarade Loïc et aux Trois du banc public.* »

27/9, Athènes (Grèce). Les *Combattants anarchistes révolutionnaires armés* (GANA) revendiquent des tirs contre les policiers des unités anti-émeute (MAT) en faction dans la rue Trikoupi, autour d'Exarchia. Cinq coups ont été tirés vers 2h30, la revendication précise que probablement aucun flic n'a été blessé ou tué.

27/9, Neustrelitz (Allemagne). En Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, des inconnus font détonner un engin artisanal dans le couloir de la permanence du parti d'extrême-droite *AfD*.

27/9, Berlin (Allemagne). Attaque incendiaire contre le tribunal de Pankow, revendiquée

« *contre toute autorité* » par le Groupe Autonome Rosemarie F.

28/09, Limbach (Allemagne). Dans le Bade-Wurtemberg, la permanence du parti d'extrême-droite *AfD* perd ses vitres au cours de la nuit.

28/9, Berlin (Allemagne). Sur le parking d'un concessionnaire *Jeep*, quatre SUVs et cinq autres véhicules sont incendiés par la « *communauté pour l'élimination traditionnelle de véhicules* »

28/9, Missillac (France). Dans la Loire, deux cars de transport scolaire partent en fumée vers 22h, un minibus et la remorque d'un poids-lourd sont également endommagés.

28-29/9, Montbéliard (France). Dans le Doubs, la porte vitrée blindée et la façade du tribunal se prennent cinq balles au cours du week-end, qui laissent autant d'impacts dans leur verre épais.

30/9, Grenoble (France). En Isère, la mairie de Grenoble est incendiée vers 3h du matin. Les flammes ont entièrement détruit la salle du conseil municipal d'où elles sont parties, avant de se propager vers le bureau du maire et des élus, ainsi que vers une salle de réunion. Les enquêteurs évoquent deux hypothèses, celle d'un incendiaire qui serait « *parvenu à entrer dans la salle et à déverser du supercarburant à l'intérieur* » ou bien un déversement « *à l'intérieur du sas central* » du bâtiment, le feu se propageant alors dans la salle du conseil par un écoulement de carburant sous la porte

| Faire sauter l'échiquier |

Le terrible bruit qui annonce l'approche des avions de chasse ; le long sifflement des obus avant leur explosion ; le crépitement incessant de mitrailleuses montées sur des jeeps ; les murs des maisons qui cèdent sous le souffle ; les flammes qui dévorent tout ; les colonnes de fumées noires qui obscurcissent le ciel. Voici la guerre que vient de déverser le président turc Erdogan sur les villages et les villes du nord de la Syrie, des territoires sous le contrôle des milices YPG (*Unités de protection du peuple*), branche armée du Parti de l'union démocratique, et des autres composantes des FDS (*Forces démocratiques syriennes*). Plus qu'une guerre de conquête, il s'agit là d'une guerre d'extermination des populations kurdes et de leurs voisins alliés. Au niveau stratégique, Erdogan ne cache pas qu'il préfère voir une Syrie en flammes, avec ses lots de massacreurs djihadistes et gouvernementaux, plutôt que toute stabilité qui pourrait mener à la constitution d'un proto-Etat kurde aux frontières de la Turquie. Au niveau tactique, cet objectif se traduit par des bombardements massifs de toutes les structures, civiles comme militaires, par des forces armées composées non seulement de soldats turcs, mais aussi de mercenaires et d'islamistes entraînés et armés par cet État, prêts à semer la même terreur sanguinaire que lors de l'invasion d'Afrin début 2018. Et lorsque la terre sera brûlée, que les habitants seront massacrés ou chassés, l'État turc enverra les millions de réfugiés syriens qui survivent aujourd'hui dans des camps, investir ces territoires vidés, semant les graines de futures guerres civiles.

Les YPG et les FDS se retrouvent aujourd'hui seules face à l'opération militaire turque. Leur allié d'hier, les États-Unis, a préalablement retiré ses troupes pour permettre la guerre d'extermination que souhaitait Erdogan. On imagine que leur autre allié, la France, a fait de même – quoique de façon plus discrète, en retirant ses unités spéciales en mission au Rojava. La perte d'un allié d'hier ne peut probablement, et malheureusement, que mener à la recherche de nouveaux alliés. Si les États européens se limitent à des dénonciations de la « catastrophe hu-

manitaire » annoncée, ou décident de suspendre temporairement leurs livraisons d'armes et de matériel de guerre à la Turquie (maintenant, après que les stocks de leur allié au sein de l'OTAN aient été remplis et les profits réalisés¹), d'autres puissances se profilent, calculant patiemment quelle mise rafler sur le dos des milliers de morts. La Russie met en garde, mais ne veut pas mettre en danger ses nouveaux contrats d'armement lucratifs avec la Turquie (notamment des systèmes de missiles sol-air). Reste aussi le bourreau Assad, qui, contre toute attente, a réussi non seulement à sauver sa peau au bout de huit années de guerre civile, mais réussit même à se rendre incontournable sur l'échiquier géostratégique dans la région et à reconstruire son État. Une telle « alliance » ne serait malheureusement pas une première : les milices kurdes avaient déjà conclu des accords avec le régime d'Assad au début de la guerre, lui permettant de concentrer la majorité de ses troupes contre les insurgés syriens ; et ce fut rebelote lors de l'invasion turque d'Afrin, lorsque les dirigeants kurdes ont invité les troupes gouvernementales syriennes à reprendre leurs positions dans l'espoir de freiner cette offensive.

Bien sûr, aujourd'hui, toute réflexion vient trop tard. L'urgence militaire d'agir ne peut que prendre une place prioritaire face au massacre programmé du Rojava. Mais s'il n'est pas temps d'en venir aux enseignements à tirer, il est grand temps de *choisir* une voie à suivre, plutôt que de continuer à se retrouver à la remorque des choix des autres. S'en remettre à une énième alliance provisoire pour essayer de limiter les dégâts ne fait que confirmer le rôle de pions réservé aux milices kurdes. Au Rojava même, la résistance donne quelques signes indicatifs : plutôt que de s'opposer symétriquement à des forces supérieures sous les ordres de l'État turc, mener une guérilla pour empêcher toute occupation définitive du territoire. Renoncer à l'existence d'une « *armée professionnelle* », comme les compagnons de *Lutte Anarchiste (Tekoşîna Anarşîst, TA)* qui s'y battent qualifient les forces kurdes et le SDF, renoncer à la « *guerre conventionnelle* » (offensive terrestre avec un soutien aérien *décisif*) comme elle a été menée contre Daech, renoncer même à une « défense de territoire ». Et ensuite : se fondre dans la population « civile » et lancer, face à l'avancée des troupes turques et autres, l'insurrection. L'insurrection, et non pas la guerre conventionnelle, est la seule voie qui pourrait faire échouer le programme

OCTOBRE 2019

2/10, Brême (Allemagne).
La façade et les vitres des bureaux de l'association de défense de la propriété *Haus und Grund* (Maison et Terre) sont ravagés à coups de marteau, de bouteilles de peinture et de pierres.

2/10, La Plaine des Cafres (France).
Dans la colonie de La Réunion, quatre véhicules du collaborateur de la machine à expulser *La Poste* partent en fumée, quatre autres sont sabotés..

2/10, Athènes (Grèce).
Les *Combattants anarchistes révolutionnaires armés* (GANA) revendiquent une attaque explosive dans un bâtiment situé au 109, rue du Pirée, abritant « un club mafieux, où se déroulait un énorme trafic de femmes des Balkans vers la Grèce et vice-versa, un très grand commerce impliquant des fascistes politiquement actifs. » L'engin explosif a été placé à l'intérieur du bâtiment puis déclenché à l'aide d'un téléphone portable « pour avoir le contrôle de l'explosion de la bombe et qu'aucun passant ne soit touché. ».

3/10, Berlin (Allemagne).
Le consulat grec est attaqué avec des marteaux (sa porte mange plusieurs coups) et de la peinture en solidarité avec la résistance à Exarchia.

3/10, Leipzig (Allemagne).
Trois grues sont incendiées simultanément rue de Prague dans un rayon de 50 mètres sur un chantier de rénovation de tours d'appartement mené par

l'entreprise *CG-Gruppe*. Cette attaque s'est produite le jour de la fête nationale contre un gentrificateur déjà visé plusieurs fois par des groupes autonomes. Plus de deux millions d'euros de dégâts.

4/10, Paris (France).

Toutes les vitres de *La Nouvelle Librairie* d'extrême-droite, située rue de Médecis (6e arr.) sont détruites au cours de la nuit, quelques heures avant une séance de dédicace de J-M Le Pen.

4/10, St-Jean-du-Gard (France).

Dans les Cévennes, six caméras de vidéosurveillance sont détruites au cours de la nuit par la casse et le feu. La revendication se termine par « *Parce que notre soif de liberté nous enflamme. Parce que le monde qu'ils veulent nous imposer nous enrage. Pas de quartier pour tous leur outils de mort !* »

4/10, Toulouse (France).

Une machine du constructeur de prison *Eurovia (Vinci)* part en fumée sur le chantier de gentrification de la place Arago. Revendiqué par *Greta*, qui termine par « *Contre TESO et les industries de destruction massive et pour la liberté des GI, prenons celle de rappeler a ces machines qu'elles ne sont pas les bienvenues dans nos quartiers.* »

5/10, Cluny (France).

En Saône-et-Loire, spectacle inédit en ce jour de marché : la récente caméra de vidéosurveillance a été taguée en rouge, son câble tranché, un bouquet de fleurs synthétiques l'entoure pour symboliser ses obsèques, tandis qu'une banderole à côté précise « *Big Boniau [le nom du maire] is watching you* ».

de l'État turc, qui, en plus de la destruction des YPG, vise le nettoyage ethnique de la région. Car au Rojava, il n'y a pas de montagnes dans lesquels se retrancher. Du côté irakien, les Peshmerga s'emploieront sans doute à empêcher toute retraite et chercheront à barrer la route aux réfugiés kurdes. Et dans les territoires sous contrôle d'Assad, les réfugiés ne peuvent qu'attendre de l'hostilité, voire la mort. *Il n'y a pas d'issue si le conflit continue à se dérouler selon le même paradigme suivi jusqu'à présent.*

L'offensive turque repose, comme Trump l'a démontré de façon éclatante, sur l'acquiescement international. Les discours larmoyants des dirigeants européens cachent un soutien continu au régime d'Erdogan, dicté par des raisons économiques (le marché turc est saturé de produits venant de l'Union Européenne et sert de soupape à la surproduction que peut induire l'écroulement des prix), des raisons politiques (notamment la question de la gestion des réfugiés) et des raisons stratégiques (Erdogan menace régulièrement de s'allier plutôt du côté russe et aspire à jouer un rôle majeur dans le contrôle du Moyen-Orient, notamment avec des discours sur l'unité des sunnites). *C'est ce soutien qui peut être attaqué aujourd'hui*, pour changer un paradigme qui ne mène qu'à la catastrophe. Pas par des appels humanitaires, mais par une intensification des hostilités, par des attaques contre la collaboration avec le régime d'Erdogan, par des actions diffuses contre l'industrie militaire (qui, face à la suspension de livraisons de matériel à l'État turc, ne fera que stocker pendant quelques mois avant de les reprendre dès que le vent tournera).

Il est primordial maintenant, à cette heure tragique où les troupes déferlent sur le Rojava et que les obus et les bombes pleuvent sur les villages et les villes, de cesser de suivre le même chemin qui ne mène qu'à la débâcle. C'est la collaboration avec n'importe quelle puissance existante (régime syrien, russe, nord-américain, français, iranien ou des pays du Golfe) qui mine toute perspective révolutionnaire sur place, et pas seulement : croire qu'une telle *stratégie politique* puisse faire office de bouclier contre les aspirations sanguinaires, ne fait que perpétuer le cercle vicieux du massacre. Les exemples historiques sont légion, il y a malheureusement le choix. Des brigades communistes de Lister, ces

« frères en armes contre le fascisme » qui massacrent et dévastent les collectivisations libertaires en Aragon lors de la révolution espagnole, aux aides militaires des pays du Golfe, ces « frères de la communauté musulmane », qui ont contribué de façon décisive à l'hégémonie des unités islamistes et djihadistes et à l'enterrement de la révolution syrienne. Si nous ne pouvons vaincre, refusons d'être défaits par des coups dans le dos des alliés d'hier ! L'échiquier géopolitique est à la perspective révolutionnaire ce que le pétrole est à la mer. Ce n'est pas du « maximalisme révolutionnaire » qui parle, ce sont nos aspirations... et surtout l'expérience qui devraient nous faire comprendre que *cet échiquier-là comme tous les autres doit être foutu en l'air* si on veut pas changer la règle faussée du jeu, mais le jeu lieu-même, comme disait quelqu'un.

Il est tard, très tard, pour encore envoyer valser l'échiquier sur lequel on ne fait que courir de massacre en massacre. Mais il n'est, peut-être, pas *trop* tard. La résistance, même désespérée, peut encore se défaire des chaînes géopolitiques qui la condamnent à l'impuissance. L'internationalisme, même tardivement et malgré le manque de réflexion critique qui l'a rongé ces dernières années, peut encore mettre des bâtons dans les roues des puissances. Les bras peuvent encore être tendus vers d'autres insurgés, plutôt que vers d'autres États. Si les flammes qui pourraient bien déclencher un brasier dans tout le Moyen-Orient s'alimentent de l'oxygène fournie par tant d'États du monde entier, il est encore possible d'allumer d'autres foyers, ici où nous vivons, des étincelles où ce n'est pas le massacre qui brille, mais un vieux rêve de liberté et de solidarité.

13 octobre 2019



1. A titre d'exemple, l'industrie militaire française a livré officiellement pour 460 millions d'euros d'armes à la Turquie depuis 10 ans, tout en sachant que les principaux fournisseurs de cette dernière sont en la matière les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Italie. De plus, la Turquie produit directement beaucoup d'armements elle-même, et sous licence (européenne ou nord-américaine).

5/10, Bures-sur-Yvette (France).
En Essonne, un pavillon du Centre éducatif fermé (CEF), lieu d'enfermement et de « rééducation » pour mineurs géré par la PJJ, est volontairement incendié.

5/10, Frontignan (France).
Dans l'Hérault, la porte vitrée de la permanence du candidat RN aux prochaines municipales fait l'objet d'une nouvelle ouverture non désirée.

6/10, Thoue (Suisse).
Dans le canton de Berne, une antenne de téléphonie mobile est incendiée vers 5h du matin. En juin dernier, un autre relais suisse avait déjà été détruit à Denens (canton de Vaud) : cabine technique explosée et câbles calcinés.

6/10, Berlin (Allemagne).
Saccage nocturne des bureaux de l'association *Pro Femina* (qui tente de décourager des femmes enceintes d'avorter, notamment en leur offrant de l'argent). « *Contre le patriarcat et l'État* », dit notamment la revendication explicative du rôle de *Pro Femina*.

6/10, Lugny (France).
En Saône-et-Loire, deux cars scolaires partent en fumée vers 2h du matin.

9/10, Hambourg (Allemagne).
L'ensemble des vitres du poste de police du quartier de Volksdorf sont détruites par *De joyeux ses vitrier.e.s de Hambourg*. La revendication se termine par « *Contre les coups de l'Etat et pour un monde où tout serait différent. Pour la révolution sociale partout dans le monde ! Liberté pour (les trois du) banc public ! Liberté pour Loïc !* »

| La guerre n'arrange rien |

11/10, Leipzig (Allemagne).
Deux pelleteuses du constructeur de prisons *Eurovia (Vinci)* partent en fumée vers 1h30 dans la nuit. « *Feu et flammes contre la répression ! Solidarité avec les prisonniers du G7 et les 3 de l'autoroute ! Solidarité avec les trois du banc public ! Liberté pour Loïc ! Liberté pour tous les prisonniers* » conclut la revendication.

11/10, Berlin (Allemagne).
Incendie d'un véhicule diplomatique turc à 200 m du siège du SPD, sur la route de Hallescher Ufer, en solidarité avec « *tous ceux qui luttent contre le fascisme turc* », au Rojava et ailleurs.

11/10, Bad Salzufen (Allemagne).
En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la mosquée gérée par DITIB, le bras religieux du parti d'Ergogan en Turquie, perd ses vitres dans la nuit.

11/10, Plougastel-Daoulas (France).
Dans le Finistère, une antenne-relais *TDF* située juste en face de la ville de Brest est volontairement incendiée dans la nuit. Les émissions de radio et les réseaux de téléphonie mobiles sont fortement perturbés pendant plusieurs jours.

12/10, Triembach-au-Val (France).
Dans le Bas-Rhin, la série d'attaques incendiaires contre les cars scolaires continue. Cette fois, ce sont cinq d'entre eux de la société Transarc Bastien & Wingert qui ont réduit en cendres (750 000 euros de dégâts). Quatre autres avaient déjà été incendiés à Scherwiller le 19 août.

Combien de révolutionnaires ont cru en 1914 que « le bien sortirait du mal » – c'est-à-dire, que la défaite des empires centraux amènerait une ère de paix et de liberté dans le monde ? Combien d'autres, en 1935, ont naïvement « marché » pour le Négus, croyant que par la guerre s'affirmerait le principe de la liberté des peuples, de la démocratie et de la justice sociale, face au fascisme mussolinien¹ ? Quelle expérience leur faudra-t-il encore pour leur faire comprendre que la guerre, la guerre des Etats et des Armées, gâte tout et n'arrange rien ?

Avec un superbe optimisme, d'aucuns ont annoncé que la fin du fascisme était proche, parce que S.M. Selassié avait réussi à galvaniser les volontés de tout son peuple et à rassembler dans les zones désertiques qui bordent son empire, de gigantesques corps d'armée équipés à la moderne. De divers côtés on a lu avec ivresse les bulletins de victoire du Ras Desta, on a suivi avec impatience les progrès des difficultés économiques italiennes, on n'a pas voulu comprendre que les sanctions étaient attendues et désirées par Mussolini pour lui permettre de raffermir son emprise, et pour susciter en sa faveur un paroxysme de passions nationales.

Ici, comme ailleurs, la guerre reste un moyen décisif d'exploitation et de gouvernement.

Les buts de guerre du capitalisme ne sont pas dans la conquête de nouveaux territoires. Ces conquêtes-là ne rapportent que de la gloire, et si la gloire militaire est utile à l'abrutissement des peuples, elle n'est, après tout, qu'un moyen secondaire dans l'extorsion des profits.

La guerre est, avant tout, le prétexte au renforcement du pouvoir d'Etat et au pillage des réserves économiques constituées en marge du capitalisme de monopole par les masses travailleuses et les producteurs indépendants. Les buts de guerre de Mussolini sont dans l'établissement d'une situation de fait et d'une psychose politique qui lui permet de renier ses engagements, de doubler les impôts, de domestiquer le patronat, d'imposer au peuple des privations, des sa-

crifices, des contributions extraordinaires, de ramasser jusqu'à l'anneau de mariage de la dernière des paysannes, d'accélérer le rythme du travail du dernier des manœuvres, d'envoyer faire crever les mécontents en Afrique, de multiplier le nombre des créanciers et par conséquent des soutiens acharnés de l'état fasciste, d'élever le diapason des passions nationales jusqu'à un paroxysme délirant et de dramatiser d'une façon aussi irrésistible que possible les réactions de défense du parti fasciste menacé par l'action dissolvante de l'inaction et de l'ennui. ·

Nous devons admettre que la réussite de ce programme a été à peu près totale jusqu'à maintenant et que la guerre d'Afrique a prouvé une fois de plus cette vérité méconnue des théoriciens marxiste : Lorsqu'on ne peut s'asservir un peuple en lui offrant du pain et des combats de gladiateurs, on obtient le même résultat en lui demandant des privations et en le lançant dans des aventures meurtrières. Quelques fois, même des résultats supérieurs.

Qu'est-ce, par exemple, que le Négus en temps de paix : un zéro en chiffre. Il aurait à peine osé percevoir l'impôt à cent kilomètres de sa capitale. La moindre tribu galla, le moindre féodal du pays haut était capable de lui tenir tête. La guerre vient, et voici venu le temps des vaches grasses. Le capitalisme international s'intéresse à lui : il place d'énormes sommes en dépôt à Londres, s'associe à l'industrie des armements, à celle des Gorgonzola, aux transports maritimes, aux chemins de fer, aux gisements de pétrole, aux explosifs, aux uniformes. Il joue sur les deux tableaux, marchande, négocie, fait acte de propriétaire d'un pays qu'il n'aurait même pas osé parcourir autrefois, endette l'Abysinie, l'hypothèque entre les mains des Anglo-Français (qui savent ce qu'ils font), lève des armées, les revêt de sa livrée, perçoit des contributions de guerre énormes, fait régner l'ordre dans les tribus, envoie

ses rivaux se faire exterminer, masse sa garde impériale « en gendarme » à 200 kilomètres en arrière du front, intercepte les ravitaillements à son profit, vend d'une main, achète de l'autre et exploite son peuple par tous les moyens en attendant de céder son fond, au prix fort, à la première puissance venue.

Les grands vassaux devenus hauts-fonctionnaires participent à la curée. Le Ras Desta met à gauche les fonds destinés à ses troupes, qui, mourant de faim, fraternisent avec les Italiens. L'énorme dépense en hommes et en argent, entreprise pour constituer de toutes pièces un militarisme éthiopien, n'aura abouti qu'à asservir les habitants de l'Empire, à transformer les peuplades en cohues, les clans en troupeaux. Mais les bénéfiques politiques et économiques de l'opération resteront aux mains d'une nouvelle classe d'exploiteurs : le capitalisme sera définitivement enraciné en Ethiopie.

La débâcle éthiopienne avait été prévue de longue date par les stratèges soviétiques. L'un d'eux, dans la « Pravda », exposait, en fin janvier, la situation intenable de l'immense « armée » rassemblée par le Négus dans un pays sans ressource, sans eau et sans habitants : « *Impossible de reculer, car il faudrait constituer d'interminables colonnes qui seraient infailliblement massacrées par l'aviation et par les tanks* ».

Le climat, le manque de routes se sont mis à jouer contre les Ethiopiens dès que ceux-ci ont voulu copier (avec quelle infériorité technique !) les méthodes du militarisme envahisseur.

La seule issue favorable à l'indépendance du pays, c'est la rébellion de toutes les tribus contre le Négus, la fraternisation des masses d'hommes évacuables avec l'armée italienne qui en sera encombrée à son tour, et devra les nourrir.

C'est, enfin, la tactique par quoi il aurait fallu commencer : laisser entrer les envahis-

seurs aussi profondément que possible, en faisant le vide devant eux, et autour d'eux, et en alternant la guérilla avec des tentatives de fraternisation ; couper les communications par des raids, refuser toutes les batailles rangées ; harceler l'ennemi, c'est-à-dire les cadres professionnels de l'armée par des embuscades et des guet-apens de toute espèce ; mettre en œuvre tous les moyens de résistance non militaires ; appliquer la tactique des chouans, des cosaques, des espagnols, au lieu de jouer à la levée en masse...

Ainsi seulement les peuples de l'ex-empire abyssin pourraient échapper à la nouvelle servitude qui les guette. Cette méthode est, d'ailleurs, applicable par n'importe quel peuple soucieux de sa liberté ; la première chose à faire, lorsqu'on veut résister à l'évasion étant, comme dit Bakounine, de se débarrasser de sa propre armée, de son capitalisme et de son gouvernement. Il va de soi que cette méthode restera toujours étrangère à la cervelle des gouvernants et des hommes politiques.

A. Prudhommeaux,
Terre Libre, organe mensuel libertaire,
n°23 (Paris), avril 1936

1. Le 1er janvier 1890, le Royaume d'Italie, qui avait achevé son unité en 1871, établit sa colonie d'Érythrée à partir de quelques petits territoires qu'ils dominaient déjà, au beau milieu de la compétition entre grandes puissances (l'Afrique Orientale Britannique au sud, et deux autres portions de la Somalie dominées par l'Allemagne et la France). Au cours de toute la décennie précédant l'établissement de la colonie d'Érythrée, les armées italiennes coloniales s'affrontent avec les armées de l'Empire Éthiopien, dirigé par le « roi des rois », le Négus. Après plusieurs défaites (dont celle d'Adoua en 1896), l'Italie renonce – temporairement – à agrandir son

territoire, ce qui ferait de l'Éthiopie la seule puissance africaine qui réussit à contenir durablement la colonisation européenne.

C'est en 1935 que Mussolini relance l'invasion de l'Éthiopie dirigée par le Négus Haïlé Sélassié Ier. Il avait obtenu un accord de non-intervention des troupes françaises coloniales stationnées autour du pays en échange d'une coopération contre... le régime d'Hitler. En effet, c'est Hitler qui va parachuter du matériel de guerre pour soutenir les troupes éthiopiennes, espérant une défaite de l'Italie fasciste qui contestait en Europe ses propres aspirations sur l'Autriche. Sur fond de tensions et de recherches d'alliances dessinant les futurs camps qui vont s'affronter lors de la Deuxième Guerre Mondiale, on voit que la situation géopolitique européenne au milieu des années 30 n'était pas si tranchée. Beaucoup était encore possible avant la deuxième grande boucherie.

L'Italie fasciste enverra près de 500 000 soldats en Éthiopie, et emploiera notamment des armes chimiques et bactériologiques interdites par la Convention de Genève : grenades à l'arsine pour l'artillerie, bombes à l'ypérite pour l'aviation, et divers gaz chimiques agressifs à emploi tactique. Jusqu'en mars 1936, la campagne de bombardement au gaz atteint des proportions apocalyptiques : le bétail est mort, les récoltes dévastées, les champs et les fleuves empoisonnés. Face à une armée moderne comme celle italienne, un peu moins d'un demi-million de soldats éthiopiens trouveront la mort, il n'y a pas de chiffres pour les victimes « civiles ». En mai 1936, Mussolini créera l'Africa Italiana Orientale, en réunissant les territoires éthiopiens conquis avec les côtes somaliennes au Sud et l'Érythrée sous domination italienne au Nord. Depuis les territoires non-conquis, des rebelles éthiopiens mèneront une farouche guérilla de résistance, soutenue par les Britanniques. En 1941, l'Empereur Haïlé Sélassié en exil peut retourner à Addis Abeba et installer un régime indépendant.



LE COFFRE AUX PERLES

La contre-révolution qui vient

Ça commence plutôt mal, avec une affiche qui clame en gros caractères « *Nous le peuple* ». Ça continue dans la même veine, avec un type qui brandit un grand drapeau tricolore. Puis ça se précise, avec un synopsis des plus confondants : des prisonniers de Fleury-Mérogis, des lycéens de Sarcelles et des femmes de Villeneuve Saint-Georges divisés en trois groupes citoyens pour « *ré-écrire la Constitution française* » tout en « *communiquant entre eux par messages vidéo* ». Drivés par l'association *Les Lucioles du Doc* qui vit de subventions du ministère de la Justice, de l'Éducation et de la Préfecture d'Ile-de-France, les braves participants à ces trois ateliers constituants sont filmés de long en large et finiront par rencontrer des partis politiques à l'Assemblée Nationale le 28 juin 2018.

Pour assurer une plus large diffusion à ce documentaire populo-patriotard dont l'idée est de faire rédiger une nouvelle *Loi Suprême* par la base, une projection a été assurée le 10 octobre dans l'Ouest du pays sous l'égide de « *membres de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire et alentours* ». Mais au fait, qui écrivait il y a quelques temps déjà « *C'est toi le criminel, ô Peuple, puisque c'est toi le Souverain* » ? Certainement pas les néo-blanquistes qui appuient et publisent cette petite maison dans leur prairie depuis sa création.

ZAD Partout ?

Les 23 septembre et 8 octobre derniers, les promoteurs fonciers du ZADParc de Notre-Dame-des-Landes ont tenu à nous faire partager leurs cahiers de vacances estivaux. Publiés par le spécialiste du compostage et de la récupération des luttes, lundi-matin, ils s'intitulent respectivement *Prise de terre(s)* et *Considérations sur la victoire (et ses conséquences)*. Les premiers nous assurent pieusement vivre « *une expérience foncièrement communiste sur ces terres promises du mouvement* », tandis que les seconds justifient pompeusement leur collaboration au nom du pragmatisme de « *La Commune moins la Semaine sanglante* ».

Non contents de réécrire en permanence leur propre saga, les maîtres de ZADParc comme « *école à ciel ouvert de la communisation sous toutes ses formes, avec ses chantiers-écoles, ses fermes-écoles...* » poussent maintenant le bouchon jusqu'à réviser à dessein tout passé révolutionnaire. Ô cancre naïfs que nous sommes, *La Commune* de 1871 fut bêtement une administration autonome issue d'une insurrection armée contre l'État, alors qu'elle aurait pu comme la ZAD être le fruit d'un auto-fichage puis de négociations en préfecture se concluant par des baux de 9 ans signés avec lui ! Enfin une Commune non plus prolétariement arrachée de force et de sang au pouvoir, mais en voie d'être grassement rachetée contre quelques millions d'euros lâchés à ses propriétaires. Quant au communisme, ô lecteurs crédules de ses classiques, ce ne serait pas l'idéal d'un « *mouvement réel qui abolit l'état des choses existant* », mais plutôt comme sur la ZAD celui du retour opportuniste du mouvement réel au sein des carcans normés de l'existant, ce qui fait tout de même un sacré triple-salto théorique. Y compris pour les indécrottables du vieil autoritaire barbu.

A qui pensait la novlangue confinée à la littérature orwellienne, ou être l'apanage exclusif des puissants qui nous gouvernent,

on ne peut que donner tort. L'art du renversement symétrique du sens des mots pour mieux falsifier la réalité est l'art de la politique. C'est celui des fossoyeurs de la lutte à Notre-dame-des-landes, dont les mythes n'ont jamais été aussi gros que depuis qu'ils trônent sur la boue de leur éco-village conventionné.

Fusion-acquisition

La nouvelle dont tout le monde se fout, certainement passée inaperçue à cause d'un soleil torride, a été la fusion de deux organisations formelles en juin dernier, la CGA et AL, pour donner naissance à une troisième, l'*Union communiste libertaire* (UCL).

Lors d'une conférence de presse baptismale tenue le 3 octobre, ses représentants ont ainsi confirmé à l'AFP renoncer à détruire le pouvoir au profit d'une reconfiguration de ce dernier (« *construire le pouvoir populaire* »), et surtout rejeter l'« *avant-garde qui montre l'exemple, comme les blacks blocs* ». Si, si, avant-gardiste comme un black

bloc, à l'heure où nombre de centres villes sont ravagés de samedi en samedi depuis 10 mois, avec ou sans lui d'ailleurs. Dites, les constructeurs de pouvoir, ce serait pas plutôt leur goût assumé pour une destruction masquée et incontrôlable qui perturbe votre organisation « *responsabilité de développer une organisation qui donne de la visibilité au projet anticapitaliste et autogestionnaire* » ? D'autant plus quand on critique explicitement le fait d'« *agir anonymement au sein du mouvement social et syndical* ». Mais après tout, ce n'est qu'une suite logique à la déclaration commune et très responsable des deux organisations fondatrices, qui dénonçaient en juillet 2018 avant le mouvement des gilets jaunes « *l'agitation d'ultra-gauche incantatoire et sans lendemain* ».

C'est sûr qu'à force de militer avec des flics et des matons dans les mêmes cadavres syndicaux (si la CGT-Pénitentiaire ou SUD-Intérieur vous disent quelque chose), ça finit forcément par déteindre. Et pas que sur le langage. ■

| Revues, livres & journaux |

Anna Bednik, **Extractivisme**, ed. le passager clandestin (Lyon), 496 p. 2e ed. en poche, février 2019

Comme son titre l'indique, ce vaste ouvrage se penche sur l'extractivisme, soit « *l'intensification de l'exploitation industrielle de la nature, sous toutes ses formes* ». Aborder l'ampleur de l'extractivisme est une tâche ardue, et en avançant dans le livre, on est amené à comprendre comment l'exploitation des ressources est vraiment constitutive pour le capitalisme. Car si le capitalisme est avant tout un cer-



tain rapport social, il est également un processus productif prédateur et dévastateur. L'autrice s'emploie d'ailleurs à mettre en lumière le lien intrinsèque entre l'État et le capital : le progressisme de gauche, tant vanté en Amérique-Latine avec l'arrivée au pouvoir de formations de gauche, ne fait que reproduire la même logique, voire l'intensifie : saigner les terres, les fleuves, les montagnes, les forêts pour générer des profits et du « développement ». « *Cette*

logique [extractiviste] emprunte des voies diverses, depuis l'extraction proprement dite et de plus en plus effrénée des hydrocarbures et de minerais, jusqu'à toutes les formes de prélèvement sur la nature dont les rythmes et les volumes menacent même les « ressources » dites « renouvelables » de ne plus l'être : l'agriculture industrielle et les monocultures forestières qui dépouillent les sols de leurs nutriments, les exposent à l'érosion et les détruisent ; la pêche intensive qui vide les océans ; l'aquaculture qui consomme les mangroves ; les grands barrages hydroélectriques qui, pour « extraire » de l'énergie, privent d'eau ou, au contraire, inondent des terres fertiles et anéantissent la biodiversité ; l'industrie de la boisson qui pille les nappes phréatiques et accapare les sources d'eau, etc. Ces différentes prédations ont reçu, au cours de la dernière décennie, un nom commun : *extractivisme*. »

L'ouvrage de Bednik est donc construit très logiquement : elle va décrire l'aggravation du phénomène extractiviste à l'aide de nombreux exemples sans pour autant submerger le lecteur avec des statistiques, et développe une critique lucide des logiques, des terminologies et des processus du phénomène ainsi que de ses principaux acteurs. Elle fait une critique approfondie de la soi-disant « *dématérialisation* » de l'économie, le mirage qui veut faire croire qu'on peut produire plus sans pour autant extraire plus, ou encore du discours « *vert* » qui mise sur la continuation, par d'autres moyens, du même modèle industriel, à coups de « *sources énergétiques renouvelables* », de recyclage, ou de solutions technologiques pour tenter d'atténuer les problèmes de pollution et de dévastation.

Au fil des pages, on se rend compte de la véracité de ce que certains considèrent souvent comme une exagération rhétorique : *toute marchandise est trempée de sang*. Tous les objets que ce monde produit, de ce

qu'on mange à comment on se déplace, de ce dont on se sert à ce qui est supposé nous faciliter la vie, absolument tout ce qui est produit industriellement relève d'atrocités, de dévastations, de massacres. On se rend compte aussi à sa lecture combien il est devenu terrible d'encore s'attacher à la perspective révolutionnaire du siècle dernier : l'autogestion de la production. Aujourd'hui, la question ne peut plus être celle-là, mais bien celle de la destruction. Face à ceux qui s'insurgent en nous renvoyant l'éculé « *mais qu'est-ce qu'on mangera demain ?* », on ne peut que répondre, pour l'instant, « *on verra !* ». Comme le décrit Bednik, il s'expérimente peut-être de « nouvelles » formes de se nourrir, de s'habiller, et plus généralement de se rapporter au vivant et à la nature au sein des communautés de lutte nées de la résistance à certains projets extractivistes. C'est bien sûr encourageant, mais il n'en demeure pas moins que c'est *au sein même du négatif* qu'elles se créent, parce que la nécessité aujourd'hui est bel et bien de tirer le frein d'urgence de ce train nommé progrès.

Par contre, contrairement à ce qu'avance Bednik à certains moments, nous ne pensons pas que les différentes « formes » d'opposition soient complémentaires. La violence destructrice se trouve par exemple aux antipodes de tout recours juridique : ce n'est que dans une logique politicienne qu'ils peuvent marcher ensemble. Une logique qui plutôt que de viser au bouleversement total des rapports existants, projette une stratégie afin d'obtenir ceci ou cela, y compris en alternant au besoin avec « des méthodes fortes ». Dans tout conflit, la pseudo-complémentarité des « différentes formes » de lutte se révèle, tôt ou tard, un piège pour toute résistance radicale qui entend transformer le monde et pas seulement le modifier à la marge (comme on a pu le voir in vivo avec la ZAD de Notre-Dames-des-Landes). Lorsque Bednik cite par exemple à l'appui

un procureur argentin qui a affirmé que la résistance extra-légale était justifiée là où la légalité ne réussissait pas à garantir les droits, elle tombe dans le même mirage de la gauche de toujours (qu'elle critique par ailleurs dans le livre) : prétendre que le capital et l'Etat ne seraient pas deux facettes d'une même domination, et que la première pourrait être combattue sans le faire en même temps, et avec la même vigueur, contre l'autre face.

A l'occasion de la récente réédition en poche d'*Extractivisme*, trois ans après ce genre de chimères legalistes, l'autrice en arrive cependant à un constat bien plus aiguisé, dans une excellente postface dont on peut citer la conclusion : « *Il nous faut retisser les liens détruits par cette mise en coupe réglée de la vie, pour mieux saisir et mieux décrire les enjeux de nos résistances, pour mesurer l'immensité du désastre et constater à quel point le système de production des moyens anéantit la confiance et empêche d'entrevoir d'autres possibles. Cet effort peut nous faire conclure que dans un tel système, rien n'est à conserver, ouvrant ainsi des perspectives offensives – celles de faire exister ce que ce système ne comprend pas – que seule une opposition radicale rend possibles. Alors, si chaque force, chaque logique d'oppression, de distribution des privilèges et de destruction doit être examinée en elle-même, c'est en gardant à l'esprit qu'elles ne peuvent, en pratique, être combattues que toutes à la fois. Et sans attendre.* »

Si on suit ce constat jusqu'au bout, la question n'est alors plus tant de critiquer celles et ceux qui résistent à leur façon contre l'implantation d'une nouvelle mine, d'un barrage hydroélectrique, d'un projet de fracking, d'une nouvelle usine, ou contre des nuisances qui existent déjà, afin de leur prêcher la « bonne parole anarchiste » ; mais devient plutôt celle de comment participer, directement ou indirectement, à ces conflits, avec tout ce que nous, anarchistes et révolutionnaires, sommes, en suggérant

une méthodologie de lutte basée sur l'auto-organisation, l'action directe et le refus de toute délégation et médiation.

Une dernière remarque, enfin : l'ouvrage se concentre surtout sur la situation en Amérique du Sud, tout en illustrant à quel point l'extractivisme est un phénomène mondial, y compris dans l'hémisphère nord (qu'on pense à l'extraction du gaz et du pétrole de schiste au Canada et aux États-Unis, pays qui souhaite arriver dans quelques années à une indépendance énergétique en hydrocarbures, ce qui ne manque déjà pas d'avoir d'importantes conséquences géopolitiques, notamment au Moyen-Orient ; où qu'on pense à la réouverture projetée de différentes mines en Europe occidentale). C'est alors sans doute pour une question de place et d'expériences de lutte que l'autrice ne fait qu'esquisser la vaste situation africaine dans *Extractivisme* : en termes d'atrocités comme de dévastations, il s'agit pourtant d'une situation qui peut difficilement être sous-évaluée. Un ouvrage complémentaire là-dessus mettrait certainement en lumière, de façon encore plus claire, le lien fondamental, ou plutôt la continuité qui existe entre production, domination, exploitation, État, guerre et consommation.

Face à « *l'immensité du désastre* », il n'y a plus à attendre. Face aux milliers de personnes tombées ces dernières années au cours de « *lutttes territoriales* » contre ces projets de mort industrielle, il n'y a pas à débattre sur le sexe des anges. Face à l'empoisonnement que nous régale chaque jour la production industrielle et face à la désespérante adhésion de tant de nos contemporains au processus technologique venu couvrir toute réalité d'un voile ténu, il n'y a pas à douter du bien-fondé de la férocité utilisée par celles et ceux qui ne veulent pas manger de ce pain-là. La « justification », si l'on veut, de la violence dont nous sommes capables, ne réside pas dans la réaction

plus ou moins brutale que la répression oppose à nos luttes, mais dans l'horreur que ce monde produit depuis des siècles. En cela, elle se place en dehors de tout cadre dialectique, et ne peut que faire confiance à chaque individu révolté. L'ouvrage de Bednik est aussi là pour nous le faire bien comprendre.



Les gilets jaunes n'ont pas sommeil.

Un recensement non-exhaustif des actions directes du mouvement, 16 p., septembre 2019

Avant d'entrer un peu plus en détail dans le contenu de cette courte brochure, on remarquera en premier lieu qu'elle est assez significative d'un angle mort de l'intervention en général : l'absence non pas de réflexions ou d'analyses partielles écrites sur le moment (dans un sens ou un autre), mais de propositions anti-autoritaires offensives *sur le vif* pour tenter d'approfondir, d'étendre ou de donner de l'oxygène lorsque qu'éclate un mouvement de révolte sociale. Ce n'est en effet que dix mois après le déclenchement de celui des gilets jaunes, à présent qu'il a été redimensionné suite à l'épuisement et la répression, que sort cette petite brochure pour mettre en avant ou illustrer une autre manière d'aborder la conflictualité : à travers l'action directe autonome en dehors du rituel des samedis émeutiers. Ce qui n'empêche pas qu'elle a le mérite d'exister, tout en semblant désormais plus relever du témoignage rétrospectif que de l'agitation immédiate.

Bien sûr, nous ne disons pas ici que des compagnons n'aient pas agi loin des projecteurs au cours de cette période en fonction de leur propre projectualité, ou que quelques isolés n'aient pas poussé publiquement dans cette voie. Mais force

est de constater que c'est comme souvent l'esprit mouvementiste qui a globalement pris le dessus au cours de cette période (être où et quand la foule se masse) sur des interventions qualitatives qui sauraient *saisir l'occasion* ailleurs et autrement, sans simplement suivre ce qui se passait déjà de toute façon sans nous.

Ceci dit, *Les gilets jaunes n'ont pas sommeil* présente indubitablement l'intérêt d'ouvrir la voie sur un aspect souvent minoré du mouvement des gilets jaunes : les actions directes hors samedis émeutiers. Ouvrez seulement la voie, disions-nous, principalement pour une question de méthode : les limites de sa source principale (qui n'a commencé que fin décembre à recenser ces actes), l'absence de dépouillement de la presse régionale (ce qui constituerait bien sûr un énorme travail), et *par principe* tout ce que le pouvoir tait ou que les protagonistes de ces actes choisissent de laisser dans l'ombre.

Sans compter aussi le choix évident de la non-exhaustivité, mais qui laisse par exemple de côté les attaques contre les organes de la propagande d'Etat, comme ces blocages enflammés d'imprimeries de la presse régionale qui ont eu lieu à Nantes, Auxerre, Nancy, Anzin ou Angoulême en décembre/janvier. Ou encore les nombreuses attaques incendiaires de dispositifs électriques ou de fibre optique contre des zones industrielles ou commerciales, à peine évoquées. Ou encore tout ce qui s'est passé au cours de l'été, malheureusement absent d'une brochure sortie en septembre, comme par exemple ce joyeux incendie peu consensuel du 10 juillet près de Mulhouse, qui a réduit en cendres un camion du *Tour de France* contenant du matériel électrique et informatique de chronométrage (destiné à l'épreuve de sprint de l'étape 6). Un tag « *On lache rien/gjaune 2k19 !* » avait entre autres été tracé à côté.

Plus globalement, il nous semble que cette brochure pionnière souffre d'un biais qui en constitue sa limite intrinsèque, et ce dès l'introduction : « *recenser les actions qui ont été exécutées par les Gilets Jaunes en dehors des manifestations* » (p.2), là où il aurait été bien plus correct de dire, au vu de son contenu, « *recenser certaines actions qui ont été exécutées par des Gilets jaunes et des inconnus en dehors des manifestations.* » A l'évidence très hétérogène, les Gilets Jaunes cela n'existe pas, à moins de vouloir en faire un sujet politique mythifié (une confusion également cultivée par leurs adversaires), à l'inverse du *mouvement* des Gilets Jaunes, et *des* Gilets Jaunes tout court. De la même façon, à part lorsque des individus s'en sont revendiqués de fait (au cours de l'action ou après leur arrestation), une partie des actes listés dans la brochure restent par principe le fait d'inconnus, et on ne peut qu'en dire qu'elles se sont produites (volontairement ou indépendamment) *pendant* que se déroulait ce mouvement de révolte, certainement pas qu'il s'agit d'actions directes *du* mouvement.

Pour montrer en quoi cette question n'est ni une mince affaire ni une différence insignifiante. prenons par exemple les destructions de relais TDF ou d'antennes de téléphonie mobile, présentes dans la brochure (pp. 13-14) : si cette vague a commencé avant le mouvement des gilets jaunes, comme en témoignent au moins quelques attaques revendiquées en 2017-2018, il est certain qu'elle s'est amplifiée de manière anonyme à partir de décembre pendant ce mouvement, et qu'elle continue depuis son petit bonhomme de chemin sur tout le territoire. Quelques-unes sont certes reliées à des gilets jaunes, en tout cas par l'État qui en accuse certains de les avoir commises (en Dordogne, dans les Alpes-de-Haute-Provence, dans le Var), mais on ignore fort

heureusement les auteurs de toutes les autres destructions (plus d'une vingtaine à ce jour), et c'est peut-être même le secret explicite de leur multiplication : un objectif simple, présent un peu partout, difficile à protéger, aux effets notables, et dont beaucoup peuvent s'emparer et défendre la destruction pour leurs propres raisons, ce qui n'a en effet pas manqué de se produire, y compris au cours de ce mouvement.

De façon générale, c'est à côté de ce dialogue non médié (y compris par les mots) à travers l'action directe entre minorités révoltées et révolutionnaires au sein même de la conflictualité sociale, que passe cette brochure. Mais ce n'était peut-être pas son objet, bien qu'elle nous offre à travers ses quelques recensions des débuts de pistes pour commencer à y réfléchir sérieusement. Une recension non exhaustive qu'on complètera aussi volontiers avec le supplément *Ce qu'il faut détruire* (CQFD) accompagnant le n°2 du journal anarchiste *Sans Détour* (mai 2019), pour avoir un aperçu un peu plus complet de tous ces actes. ■

